

À Ottawa, il se passe rarement une journée sans qu'un chef de parti ou un député parle du sort de la classe moyenne. Les conservateurs se réjouissent de voir ses avoirs et ses revenus croître, les autres s'inquiètent généralement de la voir prendre du retard.

Mais qu'est-ce que la classe moyenne ?

Une affaire informe, sans contours définis. Une expression fourre-tout, politiquement utile, comme la majorité silencieuse, Monsieur-Madame-Tout-Le-Monde, les Canadiens ordinaires... Des formules qui permettent de créer illusion, de faire croire qu'on s'adresse à tout le monde, puisqu'à peu près tout un chacun estime appartenir à ces catégories.

La classe moyenne, cette coqueluche des partis fédéraux, se retrouve donc associée à presque tous les dossiers imaginables.

Cette semaine encore, les conservateurs se vantaient d'avoir contribué à son enrichissement grâce, entre autres, aux baisses d'impôt. Le chef libéral Justin Trudeau prétend au contraire qu'elle perd du terrain et promet de venir à sa rescousse. Le chef néo-démocrate Thomas Mulcair y fait souvent référence, tout en disant vouloir s'attaquer aux inégalités de revenus.

Il y a pourtant une différence entre cibler la classe moyenne et combattre les inégalités de revenus, un amalgame que font pourtant fréquemment nos politiciens.

Dans le cas de la classe moyenne, on ne sait trop qui ils visent et ni ce qu'ils veulent corriger. Les inégalités de revenus, en revanche, sont un problème très précis qui s'est accentué depuis la fin des années 1980 dans tous les pays de l'OCDE et qui touche l'ensemble de la société.

On peut comprendre la différence de cette manière. Si, par classe moyenne, on entend les 20 % de la population qui se retrouvent au milieu de la fourchette des revenus, on constate que cette tranche de la population a vu ses revenus augmenter. Il en va de même de ses avoirs depuis 15 ans, selon les dernières données de Statistique Canada.

Lorsqu'on s'intéresse aux inégalités de revenus, il faut prendre un pas de recul et poser la question différemment. À quel rythme ces revenus et avoirs ont-ils augmenté ? Et l'ont-ils fait à la même vitesse pour tout le monde ?

La réponse est non. Le fossé s'est creusé entre la majorité de la population et une petite minorité entre les mains de qui la richesse se concentre de plus en plus. Et là est le problème, car cela signifie que la richesse collective n'est pas équitablement distribuée.

Des chiffres

Revenons aux [données](#) de Statistique Canada sur la valeur nette des ménages canadiens publiées cette semaine.

Dans l'ensemble, les Canadiens s'en tiraient mieux en 2012 qu'en 1999. Mais lorsqu'on divise la population en cinq tranches (ou quintiles), on constate que les ménages les moins nantis ont vu leur sort empirer.

Les ménages appartenant à la tranche juste au-dessus ont, quant à eux, affiché une hausse de près de 42 %. Mais les trois tranches supérieures ont vu la valeur nette de leurs avoirs croître de 79 %, 84 % et 81 % pour la même période.

Au final, les 20 % au bas de l'échelle possèdent moins de 1 % de la valeur nette des avoirs des ménages canadiens, alors que les 40 % au sommet de la pyramide en détiennent, ensemble, 88,9 %.

Du côté des revenus, c'est encore pire.

Selon un rapport publié en décembre dernier par le comité parlementaire des finances, le revenu moyen «du marché» (revenu d'emploi, de placements, de pension, etc.) a baissé entre 1976 et 2010 pour les trois quintiles inférieurs, alors que les revenus des deux quintiles

La classe moyenne chouchou des politiciens

Écrit par Manon Cornellier
Jeudi, 27 Février 2014 23:10 -

supérieurs ont crû de 7,8 % et... de 28,9 %. Dans ce dernier groupe, le 1 % au sommet serait responsable d'une grande partie de la hausse depuis 15 ans.

Ce sont les mesures fiscales et les transferts gouvernementaux qui ont finalement sauvé la mise aux trois quintiles inférieurs, leur évitant une baisse de revenus après impôt.

Selon une analyse réalisée par Andrew Heisz, de Statistique Canada, et présentée lors d'une conférence sur les inégalités de revenus (organisée cette semaine par l'Institut de recherche en politiques publiques), la progression des revenus — une fois les mesures fiscales et transferts pris en compte — ressemblait à ceci entre 1989 et 2011 : hausse de 8 % pour le quintile inférieur et de 18 % pour le quintile intermédiaire, au lieu d'une baisse.

Il y a donc moyen d'atténuer l'écart, et les gouvernements peuvent jouer un rôle, d'où l'intérêt de voir les partis y réfléchir. Mais ce n'est pas en concentrant leur attention sur ce qu'ils appellent la classe moyenne qu'ils y parviendront ou concocteront les meilleures politiques.

Un exemple : les réductions d'impôts. Dans ses documents budgétaires, le gouvernement se vante d'avoir permis à une famille typique de quatre personnes d'économiser 3 400 dollars par année en impôts cette année.

[Dean Beeby](#), de la Presse Canadienne, a vérifié ces affirmations et en est venu à la conclusion qu'elles ne tenaient pas la route, parce que la dite famille moyenne ressemble bien peu à la réalité.

La famille fictive et supposément moyenne citée en exemple dans le budget 2014 aurait cette année un revenu annuel de 120 000 dollars. Dans le budget de 2012, le revenu combiné des deux parents était de 100 000 \$.

À en croire le ministère des Finances, le revenu de chacun des parents aurait donc augmenté de 20 % en deux ans, soit une hausse nettement supérieure à l'inflation — et sans commune mesure avec la réalité de la majorité des travailleurs.

La classe moyenne chouchou des politiciens

Écrit par Manon Cornellier
Jeudi, 27 Février 2014 23:10 -

Est-ce cela, la classe moyenne ? Le gouvernement le croit, puisque c'est encore cette catégorie de familles — et celles encore mieux nanties — qu'il vise avec sa promesse de fractionnement du revenu aux fins d'impôt pour les familles avec enfants.

Toutes les analyses du projet conservateur tel que présenté durant la campagne de 2011 sont unanimes. Cette politique va profiter avant tout aux familles mieux pourvues, tandis que la très grande majorité des familles n'auront rien. En un mot, le gouvernement accroîtra les inégalités de revenus.

C'est bien dommage, car il a les leviers pour faire le contraire.

Cet article [La classe moyenne : chouchou des politiciens](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [La classe moyenne chouchou des politiciens](#)